

Le gouvernement du Venezuela réaffirme sa disposition au dialogue avec l'opposition



Caracas, 15 juin (RHC)- Le ministre des Affaires étrangères du Venezuela, Jorge Arreaza, a réitéré la disposition du gouvernement de son pays de continuer à consolider le dialogue politique avec l'opposition pour renforcer la démocratie dans la nation.

Au cours d'une rencontre virtuelle avec le corps diplomatique accrédité dans le pays pour aborder divers thèmes concernant les progrès du dialogue électoral, le ministre des Affaires étrangères a rappelé que le président Nicolás Maduro a promu et impulsé le dialogue national pour résoudre les différends entre les forces politiques.

Jorge Arreaza a salué la désignation par le Tribunal Suprême de Justice de recteurs et de suppléants qui forment le nouveau Conseil National Électoral en vue des élections parlementaires prévues à la fin de l'année

Il a relevé que l'élection et le meeting officiel d'investiture a eu lieu conforme à la Constitution et sur la base du caractère obligatoire de la tenue d'élections avant la fin de l'année.

Pour sa part, le vice-président sectoriel de la communication, du tourisme et de la culture, Jorge Rodríguez qui a accompagné le chef de la diplomatie vénézuélienne au cours de la visioconférence qui a eu lieu au salon Simon Bolivar du ministère des Affaires étrangères, à Caracas, a expliqué les appels systématiques au dialogue lancés par le gouvernement.

Le Tribunal Suprême brésilien condamne les menaces contre ses membres par des fanatiques partisans de Bolsonaro

Brasilia, 15 juin (RHC)- Le Tribunal Suprême Fédéral du Brésil a condamné les menaces que préconisent et profèrent des partisans du président d'extrême-droite Jair Bolsonaro au cours de manifestations et d'actes anti-démocratiques.

« Malheureusement, samedi soir, le Brésil a connu une nouvelle attaque contre le Tribunal Suprême Fédéral, qui symbolise aussi une attaque contre toutes les institutions constituées démocratiquement » signale le président de la cour supérieure, Antonio Dias Toffoli, dans un communiqué.

Au cours de cette journée nocturne, des provocateurs d'extrême-droite, partisans de Bolsonaro, ont utilisé la pyrotechnie et scandé des morts d'ordre hostiles aux ministres devant le siège du Tribunal Suprême Fédéral, dans le centre de Brasilia.

Toffoli met en garde contre le fait que « financées illégalement, ces attitudes ont été réitérées et encouragées par une minorité et par des membres de l'État lui-même, malgré la tentative de dialogue que le Tribunal Suprême Fédéral essaie d'établir avec tous les pouvoirs, les institutions et la société civile pour le progrès de la nation brésilienne.

Lula demande une enquête sur l'affaire Lava Jato

Brasilia, 15 juin (RHC)-L'ex-président brésilien Luiz Inacio Da Silva, Lula, a fait savoir qu'il demandera une enquête contre l'affaire Lava Jato ce qui pourrait rendre impossible la candidature de Sergio Moro pour les élections de 2022 au Brésil.

Selon Esmael Morais, journaliste bien connu, les reporters du site local de nouvelles UOL ont révélé que l'ex-président brésilien Luiz Inacio Da Silva, Lula, a demandé des documents à l'entreprise brésilienne Odebrecht et au Ministère de la Justice et entamé des consultations en Suisse.

La source ajoute que cette enquête, qui est d'abord une investigation défensive, pourrait empêcher la candidature de Sergio Moro ex-juge de l'affaire Lava Jato et ancien ministre de la justice dans l'administration de l'actuel président Jair Bolsonaro en vue des élections de 2022.

L'information précise que les avocats de Lula ont besoin du matériel qui peut mettre au grand jour l'innocence de l'ex-président et même des illégalités dans l'enquête Lava Jato.

Lula a autorisé une enquête parallèle et sa défense organise une action pour demander au Procureur de Berne, en Suisse, une action pour demander au ministère public l'accès aux archives originales du système d'inscription d'Odebrecht. Ses avocats affirment que Lava Jato a utilisé des archives manipulées lors de l'enquête sur l'ex-dirigeant ouvrier.

La CNN signale que les possibilités de réélection de Trump sont plus réduites

Nueva York, 15 jun (RHC)- Les possibilités de réélection de Donald Trump sont de plus en plus réduites car beaucoup d'étasuniens désapprouvent sa gestion comme président des États-Unis.

Le nouveau sondage fait par l'institut Gallup, selon ce qu'a dit hier la chaîne étasunienne CNN révèle que seuls 39% des Nord-américains approuvent la gestion de Trump et que la moitié d'entre eux- presque 57% la désapprouvent.

Alors qu'il manque 5 mois seulement pour les élections aux États-Unis, le sondage révèle que la cote de popularité du président ce dernier mois est en chute libre et de 46% qu'il obtenait vers la mi-mars –la plus élevée de toute sa présidence- il a baissé d'au moins 5 points et sa qualification d'approbation parmi les adultes est descendue à moins de 40%.

La situation de Trump n'est pas non plus positive quand on le compare avec Joe Biden son rival démocrate aux élections de novembre.

Un autre récent sondage de la CNN montrait que Trump est 14 points derrière Biden qui a signalé il y a deux semaines qu'il comptait sur le nombre nécessaire de délégués pour se nommer candidat officiel de son parti.

Foreign Policy appelle à mettre fin au racisme institutionnalisé dans la politique des États-Unis

New York, 15 juin (RHC)- Les appels à éliminer le racisme aux États-Unis doivent inclure le soutien pour que ce sentiment exacerbé dans la politique extérieure étasunienne finisse. Salih Booker, directeur du "think tank" étasunien Centre de Politiques Internationales, dans un article publié cette semaine dans la revue Foreign Policy a affirmé que l'augmentation de la militarisation dans le continent Africain sous la présidence de Trump fait partie de la longue histoire de racisme institutionnalisé dans la politique extérieure des États-Unis.

Booker signale que Washington est responsable de la violence en cours contre les noirs aux États-Unis et en Afrique aussi, expliquant que le militarisme étasunien dans le continent noir s'est traduit par l'assassinat de civils désarmés en Somalie et dans d'autres parties de l'Afrique.

« L'expansion de l'empreinte militaire étasunienne en Afrique est un genou blanc étasunien sur le cou de l'Afrique, -a-t-il signalé-

Selon ce remarquable activiste, la violence raciale contre les afro-américains est historique, systémique et structurelle donc le fléau a existé depuis que les premiers africains ont été réduits à l'esclavage et amenés en Amérique depuis 400 ans-souligne-t-il.

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/225735-le-gouvernement-du-venezuela-reaffirme-sa-disposition-au-dialogue-avec-lopposition>



Radio Habana Cuba